Briefing de presse après le Conseil de gouvernement (25.08.2021)

## Intervenants

* Xavier Bettel, Premier ministre, ministre d’État
* Journalistes

## Langue

* Français

## Transcript

[Xavier Bettel]

Nous avons eu un conseil de gouvernement ce matin pour parler de la situation actuelle à Luxembourg et aussi à l'étranger et vous savez qu'au cours des dernières semaines et des derniers mois, nous avons eu des événements exceptionnels sur le plan national et international.

Le virus est toujours présent. Il ne faut pas penser que nous avons vaincu plus la pandémie. Nous avons eu des inondations, qui ont fortement touché notre pays et en Afghanistan, il y a des milliers de personnes qui sont bloquées.

Aujourd'hui, je vais vous donner un bref aperçu pour vous dire où nous en sommes pour ces dossiers et quelles sont les mesures prises par le gouvernement ou qui seront prises au cours des dernières et des prochaines semaines.

Vous savez que pour l’Afghanistan, le ministre de la Défense, monsieur Bausch et le ministre des Affaires étrangères, monsieur Asselborn, vont aussi vous fournir des explications dans leur conférence de presse, mais, moi aussi, je voulais dire un mot à ce sujet pour la COVID, la situation n'est toujours pas terminée. Il faut vivre avec le virus.

Les contaminations depuis la vague que nous avons eu depuis la fête nationale, donc les contaminations ont diminué.

Au 14 août, nous avions 50 infections, mais au cours des derniers jours, nous reconnaissons une légère augmentation pour arriver à 70 cas par jour.

Nous voyons qu'il y a aussi une hausse en raison des retours de vacances et il ne faut pas s'en cacher : au cours des prochaines semaines, nous allons de nouveau avoir une hausse en raison des retours de vacances.

Et il faut donc le savoir. Au cours des dernières semaines, les décès ont aussi diminué.

Actuellement, nous faisons encore entre 4.000 et 5.000 tests par jour.

Les tests positifs restent en dessous de 1%.

Si on compare avec nos voisins, nous sommes bien placés.

Mais quand même, malgré ces mesures, malgré la situation, malgré des chiffres, ce n'est pas le moment de dire que tout doit de nouveau être plus libre au plus strict et dans les semaines prochaines nous aurons de nouveau un briefing pour vous présenter le nouveau texte sur la COVID qui va être votée pour la mi-septembre.

Donc à Luxembourg, nous avons une situation qui correspond à une réalité, mais en comparaison avec l'étranger, nous avons beaucoup de liberté et on regarde toujours, on essaye toujours de trouver un dénominateur commun pour les libertés et les obligations.

C'est important de souligner que la vaccination est importante. À défaut d'une vaccination, nous aurions une autre situation et cela se reflète aussi au niveau des contaminations.

Dans la catégorie 15-29 et 30-44 qui sont le plus concernés, ce sont aussi les catégories qui sont le moins vaccinées.

À l'inverse, on voit que pour les personnes de plus de 60 ans, c'est la tranche des personnes qui est de plus vaccinée et on voit aussi que les premières contaminations se déroulent ...

La plupart des contaminations se déroulent dans le cadre familial et beaucoup de gens se sont ainsi contaminés en vacances.

Mais le premier cas de la transmission du virus, c'est toujours le contexte familial.

Le variant Delta est majoritaire avec 93,65%.

On le voit aussi dans les maisons de retraite où la situation et calme et nous espérons que cela va rester le cas grâce aux vaccinations et aux tests rapides qui se trouvent dans les entrées de ces maisons.

Pour les hospitalisations, les chiffres ont augmenté au cours des derniers jours.

Nous avons eu 18 patients de soins normaux.

Aujourd'hui, on est passé à 21 et il reste 5 patients aux soins intensifs, dont une personne qui est intubée.

Pour les 5 personnes aux soins intensifs, ce n'est pas le cas, bon, je ne fais pas de lien de cause à effet, mais ces personnes ne sont pas vaccinées aux soins intensifs.

Donc la vaccination ne protège pas contre une éventuelle contamination, mais le virus se protègent contre un déroulement grave.

Donc les cinq personnes ne sont pas vaccinées et 80% de tous les patients qui sont à l'hôpital ne sont pas vaccinés.

Donc ce n'est pas une pénurie de vaccins. Il ne faut pas croire que nous n'ayons pas suffisamment de vaccins.

Il y en a assez pour tout le monde, pour tous ceux qui veulent se faire vacciner, qu'il s'agisse de résidents ou de frontaliers et à Luxembourg 407.000 personnes ont eu une première dose du vaccin et 387.000 personnes sont complètement vaccinés.

Pour les personnes de plus de 60 ans, nous atteignons un taux de vaccination près de 79% et il y a aussi de nombreux frontaliers qui ont décidé de se faire vacciner à Luxembourg.

Au début, les personnes appelées ont été appelés dans les centres de vaccination.

Actuellement, on peut se rendre spontanément dans les centres de vaccination et on peut se présenter spontanément. Le bus de vaccination se rend à différents endroits.

J'ai regardé l'agenda pour les prochaines semaines.

Donc de ... vous pouvez le trouver au Glacis, comme pour un match de football, le bus essaye de se rendre à des endroits où il y a beaucoup de personnes et un grand nombre de personnes sont prêts à profiter de ce bus parce que c'est plus facile de se faire vacciner et chez le médecin de famille, là où il y a une relation de plus intime, là aussi, donc, on peut se faire vacciner.

Il y a 27 médecins qui ont décidé de participer.

Dans les hôpitaux, on vaccine aussi, surtout pour les patients avec une maladie chronique qui sont régulièrement à l'hôpital.

D'autres possibilités de se faire vacciner en automne et en hiver.

Donc on va aussi envisager d'avoir des possibilités dans les galeries marchandes et pour le médecin du travail, on va aussi essayer de vacciner dans les grandes entreprises.

Encore une fois un appel : faites-vous vacciner !

C'est un acte de responsabilité pour vous même et aussi pour la société.

Les chiffres prouvent et, bon, on dit qu'il y a certes des personnes qui étaient vaccinés, mais qui ont attrapé le virus, oui.

Aujourd'hui, nous avons donc 5 personnes aux soins intensifs qui n'étaient pas vaccinés.

Le gouvernement va continuer à suivre la situation de très près, aussi pour ce qui est des mutations et le détail des chiffres va figurer dans notre rapport en fin d'après-midi.

Comme je l'ai déjà dit dans l'introduction, la semaine prochaine, je vais vous présenter les chiffres avec madame Lenert pour voir comment les mesures devront être prolongées ou proposées différemment.

Pour les inondations. C'est aussi un point qui nous a marqué il ya quelques semaines et bon la COVID nous préoccupe tous les jours et il y a tous les jours des nouvelles à ce sujet, mais il ne faut pas oublier ce qui s'est passé il y a quelques semaines. Nous voyons que le changement climatique est aussi une situation à Luxembourg.

Nous avons eu des tornades. Je ne veux pas faire de lien de cause à effet, mais le changement climatique est aussi une réalité à Luxembourg.

Il y a eu des tornades, des inondations. Il faut agir et vous le savez que pour nous, nous allons essayer de limiter le réchauffement du climat avec tous les moyens. Non seulement pour les prochaines générations, mais aussi pour garantir la qualité de vie et c'est important de continuer à prendre des mesures préventives pour mieux protéger le climat.

C'est un autre élément qui est très important et nous voyons une autre étape importante le 24 juillet où la consultation publique pour le nouveau management de ... des inondations sera donc réalisé et ces consultations vont continuer jusqu'au 23 septembre.

Si je parle des inondations, je n'oublie pas l'élan de solidarité que nous avons vu.

L'élan de solidarité de tous les citoyens : qu'il s'agisse d'un collègue, un collègue de travail, d'un voisin ou d'une personne qu'on n'a pas connu du tout qui a prêté main forte.

Donc s'il y a des personnes qui sont dans difficulté, on a montré qu'on est prêt à aider et je dois dire que la solidarité que nous avons avec nos pays voisins, bon, nous avons aussi envoyé nos équipes à l'étranger.

Avec madame Bofferding j'ai vu les gens qui ... Les gens du CGDIS qui étaient sur place en Belgique et en Allemagne qui n'avaient jamais encore vu de telles situations où des maisons entières ont été inondées où des gens ont tout perdu et nos ambassadeurs à l'étranger ont parlé aussi de la solidarité.

Même si nous ne sommes pas les plus importants sur la carte géographique, mais le Luxembourg est toujours présent quand il fait preuve de solidarité et par exemple nos voisins belges avec ce qui se passe en Afghanistan, nous ont aussi fait preuve de solidarité et c'est là où on voit quelle est l'importance d'avoir de bonnes relations avec les pays voisins et dans ce contexte, nous avons eu la chance de ne pas avoir eu de décès, de victimes, mais si on regarde ce qui s'est passé dans les pays voisins, je dois dire que nous avons eu beaucoup de chance et nous avons essayé de gérer la situation dans la mesure du possible et je voudrais remercier les représentants des Ponts et chaussées de leur engagement ... infatigable. Ils sont intervenus dans toutes les situations. Le CGDIS aussi, pour travailler du matin jusqu'au soir. Les services de secours ont eu plus de 8.000 appels à traiter et où on nous dit qu'on ne peut pas dire que tout est réglé. Pour cela, le Conseil de gouvernement a tout de suite chargé les administrations concernées de travailler ou de gérer la situation sous la direction du Haut-commissaire. Aujourd'hui, nous avons un premier bilan pour ce qui a bien fonctionné et pour ce qui a moins bien fonctionné et les acteurs impliqués dans leurs analyses, ils ont trouvé des éléments où des améliorations sont possibles.

Il y a eu aussi des recommandations et les administrations continuent à travailler pour traiter toutes les demandes que les personnes privées, les entreprises et les communes ont présenté pour déclarer leurs dommages et pour demander une aide et le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour mettre l'argent nécessaire à disposition pour pouvoir donner une aide rapide.

Nous avons débloqué une enveloppe de 50 millions d'euros. On m'a demandé, si c'était suffisant.

Bon, maintenant, nous avons un aperçu des nécessités avec les premières demandes et je dis bien qu'il s'agit de ce provisoire, il y aura d'autres dossiers qui vont arriver dans les semaines à venir et, bon, nous sommes à 49 millions d'euros de demandes. C'est une estimation provisoire qui peut aussi varier vers le bas, mais cette somme est déjà engagée pour l'instant donc nous avons eu une discussion ce matin et monsieur Gramegna nous a fait la proposition d'adapter la situation et de passer de 50 à 100 millions pour une enveloppe supplémentaire.

Pour l'instant, des personnes privées ont présenté 143 demandes. Tous les jours de nouvelles demandes nous arrivent.

Ces gens habitent dans une trentaine de communes.

Pour ce qui montre quelle est l'étendue national de la catastrophe et le montant de ces demandes ne peut pas encore être estimé.

Ce qui est certain, c'est que si on regarde le nombre des demandes et aussi le montant des dégâts qui ont été causés, cela nous permet de dire que le Luxembourg n'a jamais encore connu une telle catastrophe.

Globalement, il y a eu une cent-cinquantaine de demandes de la part des entreprises qui ont aussi demandé des conseils, surtout dans le secteur de l'horeca et du commerce.

Pour 16 entreprises, un acompte a déjà pu être payé pour un montant de 600.000 euros. 17 demandes sont encore en cours de traitement.

Dans l'agriculture, il y a eu 153 demandes pour une aide financière avec une estimation de 1,65 million d'euros.

Pour les bâtiments publics, il y a eu des dégâts de 10 millions d'euros et pour les routes publiques, on estime que les dégâts s’élèvent à 16 millions.

Actuellement, on estime que les dégâts pour les canalisations s'élève à 4,8 millions.

Pour les communes, c'est trop tôt pour présenter une estimation.

Nous avons reçu une demande au ministère de l'Intérieur qui s'attend à toute une série de dossiers qui vont arriver dans les semaines à venir. Le chômage partiel a aussi dû être augmenté et là il y a eu des demandes pour ce chômage partiel qui ont été présentées depuis le mois de juillet, depuis les inondations.

Je vous aie dit que les différentes administrations ont été chargés de faire une analyse de la situation et, aujourd'hui, au Conseil de gouvernement, j'ai pu dire au ministres concernés et aux administrations, j'ai pu leur demander de mettre en pratique ces recommandations et de pouvoir aussi avertir contre des catastrophes.

Dans un groupe de travail en 2020, on a essayé de réformer le groupe alerte.

Les préparations continuent. C'est une application et vous savez quel a été le succès de l'application.

À l'avenir, on pourra aussi recevoir des SMS pour pouvoir avertir une plus grande masse de personnes sans qu'elles doivent avoir installer cette application.

Un autre souci, c'est aussi l'approvisionnement pour garantir l'électricité etc. en cas de grandes inondations et j'espère évidemment que nous n'aurons plus de telles situations et nous devons être mieux préparés pour éviter des dégâts et pour protéger des vies humaines et nous ne devons plus perdre de temps.

Les analyses élaborées seront aussi finalisées avec le Haut-commissaire et nous allons les présenter à la Chambre pour faire une analyse de la situation lors des inondations et avec les résultats obtenus, nous allons voir où il y a eu des failles et où on aurait pu mieux agir.

Une troisième crise qui nous a préoccupé ces derniers jours, c'est l’Afghanistan et la situation à Kaboul.

C'est une tragédie humaine que nous vivons tous.

Des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de personnes craignent pour leur vie, leur liberté et pour la suite.

La communauté internationale n'a pas réussi à finaliser un projet stable pour l'avenir des habitants de ce pays et nous avons tous, le Luxembourg aussi, nous avons une responsabilité par rapport à ces personnes et nous avons soutenu des missions de l'OTAN et nous avons aussi une responsabilité par rapport à nos citoyens en Afghanistan et vous savez que nous avons tout fait au cours des derniers jours pour rapatrier ces personnes à Luxembourg.

Nous sommes constamment en contact avec les autorités de nos pays voisins pour voir où nous pouvions avoir de l'aide : avec les belges, les hollandais, les français et les collègues allemands. Nous avons eu des échanges aussi avec les anglais pour voir comment nous allons pouvoir amener les gens en toute sécurité à l'aéroport pour les rapatrier en Europe.

Beaucoup de choses n'étaient pas claires. Aujourd'hui, nous avons eu l'information qu'il y a eu aussi des gens qui ont eu un lien avec les familles luxembourgeoises qui ont pu être exfiltré.

L'avion avec la famille luxembourgeoise est en sécurité en Europe et pour vous dire maintenant, pour vous garantir que toutes les personnes qui ont un lien à Luxembourg sont en sécurité, je ne peux pas vous donner cette garantie.

Les gens n'ont pas l'obligation de nous informer lorsqu'ils partent. Donc, s'il y a encore des gens sur place qui pourrait avoir un lien à Luxembourg, alors ils devraient de toute urgence se manifester.

Tous ceux qui sont connus, tous ceux qui ont un lien avec le Luxembourg, sont arrivés, mais peut-être qu'il y en a encore dans d'autres avions. Pour l'instant, nous avons environ 200 avions qui sont en action et nous disons un grand merci à nos alliés parce que nous n'aurions pas pu faire grand-chose sans eux et je ne veux pas parler davantage dans le détail sur l'évolution en Afghanistan et mes deux collègues du gouvernement vont vous en parler à 13h et répondre à des questions plus détaillées.

Vous savez que le Luxembourg était toujours prêt à assumer sa responsabilité.

J'espère que la solidarité va jouer.

Le G7 va sans doute jouer un grand rôle pour devenir l'interlocuteur du Taliban, mais aussi, j'espère que le G7, avec monsieur Biden, vont nous offrir une solution. Pour nous, il est important que les personnes menacées qui ont aussi le droit d'avoir d'autres perspectives j'espère qu'ils vont trouver une issue et j'espère qu'enfin nous aurons une solidarité aussi en Europe.

Nous avons vu qu'il y a des pays qui ont dit tout de suite : ils n'ont qu'a essayer de s'enterrer, cela ne nous concerne pas et je dois vous dire que ceux qui ont trouvé refuge chez nous, monsieur Asselborn nous a parlé de la juge, qui a pu être exfiltré, qui était condamné à mort en Afghanistan et qu'on leur offre de l'aide, je trouve que c'est normal et donc là, la solidarité européenne sera très demandée.

Nous allons continuer.

Bon, nous avons aussi envoyé un officier et un des diplomates qui sont sur place.

Normalement, ils devraient revenir demain, de même que les troupes belges et nous avons aussi l'information que les allemands envisageraient aussi de retourner aujourd'hui ou demain - de revenir.

Je ne sais pas quelle sera la suite demain. On ne peut pas le dire aujourd'hui et je n'ai puis que me réjouir que les familles qui ont réalisé leur vie chez nous avec leurs enfants qui connaissent mieux le Luxembourg qu'un autre pays, je suis heureux que nous ayons pu les faire venir à Luxembourg.

[Journaliste]

Pierre Weimerskirch pour RTL.

Nous avons essayé d'obtenir une prise de position de votre part pendant toute une semaine ...

[Xavier Bettel]

Bon, monsieur Asselborn et monsieur Bausch étaient saisis du dossier et ils doivent faire des déclarations.

J'étais en contact permanent avec eux et je ne voulais pas dire la même chose que ce que les autres collègues du gouvernement ont dit.

Je suis en contact avec le président de la France et avec les autorités belges et un Premier ministre ne doit pas dire qu'il a réalisé le travail soi-même.

Bon, pour moi, la collégialité est importante et, bon, je ne vais pas dire qu'il s'agit d'une affaire du chef, si les autres font le travail.

Pour moi, c'est important que les autres puissent aborder ce problème devant vous pour vous donner davantage de précisions.

[Journaliste]

C'est-à-dire que d'autres Chefs d'État et de gouvernement ... Bon, vous étiez un des seuls Chefs de gouvernement qui ne se sont pas exprimées chez nous ...

[Xavier Bettel]

Bon, c'est le principe que celui qui fait le travail, s'exprime.

Bon, j'ai entendu sur votre antenne qu'on m'avait contacté pour une interview.

Moi, je n'ai pas eu cette information. Bon, peu importe, je ne veux pas y revenir.

Ce n'est pas mon problème. J'étais d'avis que monsieur Asselborn - qui m'avait dit qu'il vous avait déjà donné une interview le matin et le jour suivant, monsieur Bausch m'a dit qu'il avait donné une interview.

Moi, je savais que j'avais une conférence de presse aujourd'hui. Je ne pensais pas devoir une fois encore répéter la même chose et j'ai eu l'opportunité de dire quelque chose aujourd'hui et, bon, vous faites votre travail, mais dans la situation actuelle, toutes les informations qu'on a obtenues ... hier, on a dit qu'ils étaient à Abou Dabi, mais, non, on a dit : non, ils sont à Islamabad.

Les informations sont circulées. C'était très difficile de s'exprimer et j'ai préféré que ceux qui sont sur place ou qui travaillent avec leurs fonctionnaires qui connaissent le mieux le dossier s'expriment aussi.

[Journaliste]

Une question par rapport à Corona. Est-ce qu'il y a des réflexions à ce sujet ?

[Xavier Bettel]

Bon, actuellement, vous savez qu'avec le CSMI nous ...

Bon, c'est la même chose que pour la 3è vaccination. Le CSMI est saisie de plusieurs questions dans ce contexte, mais il faut faire attention. Il faut qu'il y ait une coordination européenne.

Si nous ... les autres pays ne reconnaissent plus notre 3G, s'ils ne répondent pas aux mêmes conditions que les autres, donc, c'est une question qui devrait être ... trouver une solution au niveau européen et on devrait, bon, pour le délai de 180 jours pour une guérison et, bon, ça c'est le but.

Le CSMI est constamment saisie de nouvelles questions.

Pour l'instant, les personnes qui ont une immunodéficience, là, la question se pose, si une troisième vaccination s'impose ou non et si plus tard les anticorps pouvaient devenir un standard européen, ce serait plus facile de prendre des décisions.

Mais tous les ministres sont en contact avec les autres pays.

[Journaliste]

Je voudrais revenir sur les inondations. Le changement climatique.

Dans un rapport on a précisé qu'il y a un lien très clair ; aussi dans une nouvelle étude.

Est-ce que, bon, il y a eu aussi une invitation à l'adresse du gouvernement pour améliorer au niveau des mesures climatiques parce que les experts disent que le plan énergétique tel qu'il est présenté actuellement ne va pas permettre d'atteindre les objectifs que le gouvernement s'est fixé et que ces objectifs ne sont pas suffisants pour réduire le réchauffement du climat.

Est-ce que les enseignements des dernières semaines vous incitent à faire davantage ?

[Xavier Bettel]

Permettez-moi de recommencer par la fin. Je vous ai dit que le Luxembourg est un élément dans tout ce dossier qui a toujours essayé au cours des dernières années, depuis que je suis au gouvernement. À la COP21 à Paris, Carole Dieschbourg avait la Présidence des ministres de l'environnement.

Nous avons toujours essayé de prendre les meilleures mesures possibles.

Le plus grave ce serait, si un ou deux pays voulaient avoir des objectifs plus ambitieux, si les autres ne suivaient pas.

Bon avec le président Biden, l'Amérique est de nouveau revenue dans le dans le peloton, mais, bon, nous nous sommes fixés des objectifs communs.

Notre plan national est ambitieux à nos yeux et réussi en tout cas à aller dans la bonne direction et ce n'est pas du jour au lendemain qu'on va obtenir des résultats.

Vous le voyez aussi pour la construction avec tout ce qui va venir s'ajouter. Cela ne va pas plaire à tout le monde et aussi l'évolution du transport public, je pourrais encore vos citer d'autres exemples où nous sommes encore en train de d'agir et où nous sommes, bons, nous avons le but d'atteindre nos objectifs.

Nous savons que d'ici 2030, il y aura un autre état et nous pourrons tous y contribuer. Si nous voyons les images des catastrophes, nous ne pouvons pas dire il faut agir et puis après ne pas accepter les décisions.

Bon, nous le constatons - il y a de plus en plus de personnes qui changent leur fusil d'épaule et qui participent d'une manière plus durable. Mais je ne dirais pas que maintenant, bon, si nous trouvons des pays, nous aurions voulu que l'Union européenne prenne des objectifs plus ambitieux. J'étais au Conseil européen où nous avons voulu faire davantage avec les pays voisins et avec d'autres pays, je peux vous dire que nous n'avons pas trouvé de consensus.

[Journaliste]

Mais finalement, depuis votre période au gouvernement, les émissions ont constamment augmenté. Et si on en croit le Statec, ...

[Xavier Bettel]

Le fait est que nous ne pouvons pas décider du jour au lendemain. Je prends l'exemple d'une entreprise qui a pris la décision d'investir des millions à Luxembourg, alors, l'Arbed p.ex. va produire différemment à Luxembourg.

Mais cela ne se fait pas du jour au lendemain. Nous ne pouvons pas tout simplement fermer une entreprise. Il faut voir comment nous pourrons lentement aussi inciter l'industrie à changer.

Pour la construction c'était la même chose : au début on a dit que les maisons passives, c'était inutile.

Bon, c'est un objectif que nous nous sommes fixés pour 2030 et les mesures que nous avons prises, bon, j'espère qu'avant 2030, elles vont devenir efficace, mais si nous avons une industrie, si nous disons que nous voulons produire différemment et si les entreprises sont prêtes à le faire, bon, il faut cesser de croire que l'industrie et l'environnement sont incompatibles.

Il faut trouver des possibilités pour produire différemment, mais on doit continuer à produire. On ne peut pas dire du jour au lendemain, maintenant nous allons nous fixer d'autres objectifs et nous allons fermer des entreprises.

Nous avons besoin de l'industrie à Luxembourg, mais peut-être pas d'une industrie qui est la même qu'il y a vingt ans et, là, nous sommes dans cette restructuration, mais on ne le fait pas du jour au lendemain. C'est comme ça.

[Journaliste]

J'ai encore une question par rapport au rapport du Haut-Commissaire à la Protection nationale qu'il vous a remis.

Est-ce que vous pouvez nous parler des quelques points de critique ?

[Xavier Bettel]

On a parlé de la relation CGDIS avec les communes et de la communication.

Bon, ce n'est pas encore un rapport définitif.

On nous a donné des pistes et je les ai distribués aux différents ministères, aux différentes administrations, pour transposer tout ce qui était difficile.

On a parlé de la communication.

On a parlé des responsabilités de la communication entre les communes.

Donc on a dessiné des pistes. Nous avons organisé deux petits groupes au ministère de l'Intérieur, au ministère de l'Énergie au ministère d'État et au niveau de la communication pour voir ...

Bon, il n'y a pas eu de grandes fautes, mais il y a eu certains certaines choses qui auraient pu mieux fonctionner et permettez-moi, bon, cette note n'est pas encore définitive, il y a encore des choses à compléter et à développer des propositions et permettez-moi d'attendre jusqu'à la semaine prochaine avant de les présenter à la Chambre et pour vous dire maintenant quels sont les problèmes et ne pas vous dire ce que nous voulons améliorer, ce ne serait pas bon et donc je trouve que ce n'est pas une bonne idée. Bon, donnez-moi encore deux semaines, pas plus.

[Journaliste]

Fanny Kinsch pour RTL Radio.

Vous avez un contact avec l'ancien Premier ministre britannique. Est-ce que vous avez parlé de l’Afghanistan ?

[Xavier Bettel]

Nous avons parlé de la situation internationale, mais, là, la prise de Kaboul n'était pas encore une réalité.

Nous avons surtout parlé de dossiers européens et je ne peux pas vraiment vous dire de tout ce que nous avons parlé.

Nous avions une réunion de 1h30 - 2h.

On a certainement parlé de l’Afghanistan. Mais maintenant, pour vous dire ... Bon, ce n'était pas un rendez-vous politique de toute façon.

[Journaliste]

Tony blair et George W. Bush ont aussi joué un rôle dans le conflit de l'Afghanistan. C'est un rôle contesté.

Quelle est votre opinion à ce sujet ?

[Xavier Bettel]

Les décisions qui ont été prises à l'époque ont été prises par les responsables politiques. Il ne m'appartient pas de juger, s'ils avaient raison ou non.

Tout ce que je peux vous dire, c'est que la décision de quitter l'Afghanistan était une décision trop rapide à mes yeux.

Et si vous parlez de ..., on pourrait aussi parler de la Russie et de l'ensemble de l'histoire de l'Afghanistan et, bon, je vis au présent. Je ne commence pas distribuer des notes pour parler de la responsabilité des autres par le passé encore.

[Journaliste]

Encore des questions sur les inondations.

Avec quelle rapidité est-ce que les avertissements par SMS pourront être réalisés ?

[Xavier Bettel]

La deuxième question ?

[Journaliste]

Quels sont les plans pour la renaturation ?

[Xavier Bettel]

Pour la première question :  il est prévu que ce sera terminé vers 2021/2022 et pour la renaturation, il y a un processus qui est en cours et je dois faire très attention à ce que je dis. Une dame m'a, non, ce n’était pas une dame, à Mersch ... à Larochette, où une dame m'a montré que la renaturation derrière la place du marché avait permis de réduire toute l'étendue de la catastrophe et on continue dans cette direction.

[Journaliste]

David Marques pour Le Quotidien.

Pour les inondations : est-ce que vous le pouvez parler des critères qu'on a pour avoir une aide et, bon, a dit que les assurances paient très peu, surtout pour les personnes qui étaient gravement concernés quels sont les critères du gouvernement ?

[Xavier Bettel]

Les critères sont inchangés, mais nous avons prévu une enveloppe 50 millions.

Ce n'est pas ... il ne faut pas croire que c'est suffisant et donc l’enveloppe a été augmentée de 100 millions parce que c'était insuffisant.

[Journaliste]

Pour le Tageblatt.

On parle toujours d'une évacuation des personnes depuis l’Afghanistan qui ont un lien avec le Luxembourg.

Est-ce que ce sont des résidents luxembourgeois ou ce sont peut-être aussi des gens qui ont joué un rôle dans le développement ?

[Xavier Bettel]

Monsieur Asselborn pourra vous répondre.

Moi, je peux vous dire que ce sont des familles qui ont un passeport luxembourgeois. Une famille luxembourgeoise qui a trouvé sa patrie chez nous et où les enfants ont plus de lien avec le Luxembourg qu'avec d’Afghanistan et il y a peut-être des membres des familles et, sauf erreur de ma part, il n'y a pas de personnes en mission officielle pour le Luxembourg en Afghanistan.

Mais le fait est que les personnes qui sont rapatriés, ce sont des gens qui avaient soit le passeport luxembourgeois ou qui étaient résidents. Ce sont toutes les informations que j'ai pu obtenir et peut-être aussi des personnes qui accompagnent leurs familles qui seraient peut-être menacées et qui n'auraient pas pu survivre sur place. Mais permettez-moi vraiment de me référer à monsieur Asselborn et à monsieur Bausch qui vont vous parler dans quelques minutes.,

[Journaliste]

Jusqu'ici on a décidé d'accueillir 12 réfugiés à Luxembourg.

[Xavier Bettel]

Ayez un peu de patience quand même.

[Journaliste]

Une question par rapport à la crise COVID. Il y a beaucoup de pays qui ont décidé de rendre le vaccin obligatoire pour les soignants, ainsi que pour d'autres professions. Est-ce que c'est également envisagé ici au Luxembourg ou pas ?

[Xavier Bettel]

Vous savez que c'est une discussion que nous avons depuis des mois et même si l'étranger décide de rendre la vaccination obligatoire, nous restons toujours dans la pratique - nous sommes d'avis qu'il faut convaincre les gens de se faire vacciner et nous voulons ne pas changer ce fusil d'épaule si longtemps que possible.

Pour l'instant, nous avons la situation où on peut se faire vacciner sans rendez-vous, aussi à l'hôpital.

Il faut dresser un bilan. On va le faire dans les prochaines semaines.

Mais pour l'instant, nous essayons vraiment de convaincre les gens, de leur expliquer qu'il faut se faire vacciner.

Surtout lorsqu'on travaille avec tes personnes vulnérables, on a aussi une très grande responsabilité.

[Journaliste]

Je voulais encore revenir sur un sujet qui nous a préoccupé pendant l'été.

La proposition du Vice-Premier ministre Kersch.

Un impôt de Corona. Vous avez eu un avis critique, mais le sujet est toujours dans l'actualité.

Quand est-ce que vous voulez prendre une décision ? Quand est ce que cette discussion va continuer autour du financement de la crise ?

Quand est ce qu'on peut s'attendre à une fin productive de la discussion ?

[Xavier Bettel]

Il faut faire une différence entre la justice fiscale, l'équité fiscale pour supprimer des inégalités et la situation est devenu plus difficile avec la pandémie.

Il faut voir comment on pourra peut-être rapprocher les positions.

Le gouvernement va le faire dans les prochains mois.

Et, bon, je pense qu’un impôt de Corona, bon, il ne figure pas actuellement pour moi à l'ordre du jour.

[Journaliste]

Avec Paperjam vous avez aussi parlé d'un impôt sur la spéculation. Là, il y a un grand consensus entre les parties.

À quel point est-ce que c'est devenu concret ? Est-ce qu'on peut s'attendre à une proposition rapide ?

[Xavier Bettel]

Cela fait aussi partie des points qui sont discutées entre un ministre des Finances, un ministre du Logement.

Les discussions sont toujours en cours.

Cela fait aussi partie d'une politique fiscale, plus équitable.

Si on fait quelque chose comme cela, bon.

[Journaliste]

Est-ce qu'on peut s'attendre à quelque chose pour l'état de la nation ?

[Xavier Bettel]

Je ne sais pas.

Merci.